



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Près d'un enseignant des écoles sur trois en grève le 9 mai

Un enseignant sur trois sera en grève dans le premier degré le 9 mai soit plus de 100 000 dans tout le pays. Ce sera particulièrement le cas dans les Bouches-du-Rhône, la Côte d'Or, la Creuse, la Drôme, la Haute-Garonne, Paris, la Seine-St-Denis, les Vosges....

La forte grève dans les écoles le 19 mars, la journée du 30 mars qui a réuni plus de 60 000 manifestants, la journée de grève du 4 avril, les multiples mobilisations locales avec les parents, ont poussé Emmanuel Macron et son ministre de l'Éducation à vouloir désamorcer les mobilisations. Les courriers adressés aux enseignants et enseignantes par le ministre, les annonces du président de la République n'y font rien : leur détermination à refuser tout à la fois le projet de Loi Blanquer mais aussi la réforme de la Fonction publique, reste très forte.

Les annonces sur les effectifs des classes reposent pour l'heure sur des moyens insuffisants. Les 6 000 emplois supplémentaires promis ne correspondent qu'à la moitié des besoins. Les annonces de revalorisation ne sont accompagnées d'aucune mesure précise pour améliorer les salaires des enseignants qui sont parmi les moins bien payés des pays de l'OCDE. Les débats au Sénat qui ont abouti à l'étude d'un projet de loi d'où l'article 6 quater de la loi, fortement remis en question par la communauté éducative, a disparu, restent soumis à la volonté finale de l'Assemblée nationale et des députés de la majorité.

Alors que de plus en plus d'enseignants et d'enseignantes considèrent que leurs conditions de travail se dégradent, le projet de loi de transformation de la Fonction publique risque de diluer et d'amoindrir les actions des CHSCT dans les domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. Les nouvelles procédures de mobilité des personnels du premier degré sont mises en place dans une impréparation totale et la suppression possible des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité favorisera une gestion opaque et privera les personnels de recours contre l'arbitraire. Avec le recours au recrutement accru aux personnes contractuelles, la précarité sera encore aggravée.

Les enseignants et enseignantes attendent des engagements clairs et fermes. « *Le dire c'est bien, le faire c'est mieux* », car sans réorientation politique, et sans moyens afférents, on en restera aux simples annonces. Pour refuser ces projets, pour dire oui à une autre école, oui à des services publics de qualité, les personnels seront une nouvelle fois en grève **demain** 9 mai et manifesteront le 18 mai prochain.

Paris le 8 mai 2019